

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 14  
Procuration(s) : 8  
Absent(s) : 4  
Nombres de votants : 22  
Votes pour : 22  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0104

Relative à la validation du protocole d'accord transactionnel portant sur le paiement de la part fixe de la redevance domaniale d'exploitation du port de Longoni

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI,  
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,  
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,  
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,  
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI,  
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,  
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,  
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

**Conseillère départementale déportée :**

Madame Soihirat EL HADAD

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Ali OMAR, Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2024\_0019 en date du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2024-02153 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission administration générale, transport et transition écologique du 04 juin 2024.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

- Article 1 :** de valider le protocole d'accord transactionnel portant sur le paiement de la part fixe de la redevance domaniale d'exploitation du port de Longoni ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ce dit protocole et tout acte nécessaire à la mise œuvre de la présente délibération ;
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

  
**Ben Issa OUSSENI**

## Rapport final des travaux de la Commission de Conciliation

### « Délégation de Service Public – Port de Mayotte »

Conformément aux stipulations de l'article 68 de la Délégation de Service Public Port de Mayotte (ci-après « la **DSP** ») signée en date du 3 septembre 2013 entre le Département de Mayotte (ci-après « le **Département** ») et la société Mayotte Chanel Gateway SAS (ci-après « **MCG** »), ci-après collectivement désignées « **les Parties** », ces dernières ont désigné en qualité de membres de la Commission de Conciliation Messieurs :

- Benoît Jorion, représentant de MCG,
- François L. Meynot, représentant le Département de Mayotte,

Qui ont, l'un et l'autre, désigné en qualité de Président de ladite Commission :

- Christophe Lemoosy.

(Ci-après « **les Conciliateurs** » ou « **les Membres** »).

Les Conciliateurs se sont réunis, par voie de télécommunication TEAMS, en date des :

- 15 septembre 2023 ;
- 27 septembre 2023 ;
- 18 octobre 2023 ;
- 8 novembre 2023 ;
- 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;
- 12 décembre 2023 ;
- 21 décembre 2023 ;
- Et 11 janvier 2024.

Le Président de la Commission a entendu les présentations de chaque Partie concernant les aspects du différend.

La Commission a pris note des principaux points de divergence et des préoccupations exprimées par chacune des Parties.

B 5 4

### Travaux de la Commission de Conciliation :

Les membres de la Commission ont procédé à une analyse approfondie des arguments présentés par les parties. Ils ont posé des questions clarificatrices et ont cherché à identifier les points de convergence potentiels. La Commission a également examiné les documents et les preuves présentés par les parties pour étayer leurs revendications respectives.

La Commission a initié des discussions constructives visant à encourager les parties à trouver des solutions mutuellement satisfaisantes. Des propositions de compromis ont été formulées et discutées, et les membres de la Commission ont entretenu, au cours de la mission de conciliation, un dialogue pour encourager les Parties à rechercher un accord équitable.

Au terme de ces huit réunions, la Commission de Conciliation peut proposer au Département et à MCG les éléments de conciliation suivants, fruits de nombreuses concessions qui ont été proposées par l'un et l'autre des Conciliateurs.

Sur les quatre points étudiés lors de cette commission, seuls les deux premiers ont fait l'objet de contestations, le troisième et le dernier point ne pouvant le faire comme expliqué plus bas de ce rapport.

#### 1. Le Montant de la part fixe de la redevance d'exploitation

Conformément aux stipulations de l'article 33-01 de la DSP « *le délégataire verse chaque année au Département une redevance domaniale...* ».

Cette redevance est composée d'une part fixe, d'un montant de 1.625.000 euros, dont le délégataire peut être exonéré, et d'une part variable s'élevant à 75% des redevances et droits de Port sur les navires.

La part fixe de la redevance due pour les années 2014 à 2019 a fait l'objet d'une décision judiciaire (TA Mayotte, 21 janvier 2019, jointe en **Annexe 1** aux présentes), et n'a pas été évoquée au cours des réunions de la Commission.

En revanche, la part fixe due pour les années suivantes a fait l'objet d'une contestation entre le Département et MCG **Annexe 2** (requête n° 2102831 pour la redevance 2020, recours gracieux pour la redevance 2021, requête n° 2302965 pour la redevance 2022).

Pour rappel, (Article 33.01 de la D.S.P.), MCG pouvait bénéficier d'une exonération complémentaire de la part fixe de 1.625.000 euros six années supplémentaires, si elle n'obtenait pas les subventions Européennes, portées par elle-même, intitulées « desserte portuaire » d'un montant de 25,5 M€ qui étaient destinées à aménager la plate-forme logistique et autres équipements du port de Longoni, et si elle effectuait toutes les diligences nécessaires pour les obtenir.

Pour information, cette somme de 25,5M était inscrite précisément dans l'annexe 20 (plan de financement) de la DSP comme des investissements à réaliser par MCG.

Le Département prétend que MCG n'a pas effectué toutes les diligences nécessaires pour obtenir ces fonds et a demandé à la commission que la part fixe de 2020 à 2025 soit payée par cette dernière.

MCG s'est défendu en produisant une attestation émise par son expert-comptable qui indique précisément que les investissements qui auraient dû être financés par les subventions européennes ont bien été financés, mais en fond propre, ventilés de la manière suivante : 15,79 M€ déjà investis et 5,26 M€ en cours d'engagement. (Annexe 3)

Compte tenu de ces éléments fournis à l'examen de la Commission, malgré quelques négligences de la part de MCG quant aux diligences nécessaires qu'elle aurait dû prendre en considération, ce qui l'a conduit à ne pas obtenir ces subventions, mais vu les investissements réalisés par cette dernière pour entretenir et développer les équipements portuaires, le président a proposé un compromis aux parties.

Ces dernières ont rendu un avis favorable à cette proposition et la commission a conclu que MCG pourrait être exonérée de la part fixe de la redevance afférente aux années 2020, 2021, et 2022 et que celle-ci ne soit pas versée par MCG au Département. En conséquence, si le conseil départemental accepte ce compromis, le titre de recette devra faire l'objet d'une modification pour les années 2020, 2021, et 2022.

En revanche, la part fixe de la redevance afférente aux années 2023, 2024 et 2025 sera acquittée, en temps et en heure, par MCG auprès du Département.

## 2. Les pénalités de retard possiblement dues par MCG

Lors des réunions de la Commission de Conciliation, les Conciliateurs ont évoqué le problème d'une pénalité de retard éventuellement due par MCG concernant la non-transmission de documents au titre de l'année 2019 par MCG et prévus par la DSP.

Le Département a en effet émis à l'encontre de MCG un titre de paiement le 26 mai 2021 pour un montant de 1.210.000 euros. Ce titre a été contesté par MCG devant le TA de Mayotte Annexe 4 (req. n° 2102592)

A titre de conciliation, au regard des critiques développées par MCG sur le bienfondé de cette sanction, au manque de précisions apportées par le Département sur ces demandes, des difficultés rencontrées pendant cette période (période COVID), les membres de la Commission proposent que le montant total desdites pénalités soit abandonné au bénéfice de MCG.

15 4

### 3. Indemnités de fin de carrière

Un montant de 1.638.988 euros a été déterminé comme étant dû, au titre d'une indemnité de fin de carrière arrêtée en date du 31 octobre 2013 pour le financement des retraites du personnel transféré à MCG lors de la signature de la DSP.

Conformément aux stipulations de l'annexe 14 de la DSP, cette somme devait indemniser MCG.

Les Conciliateurs concluent que le département devrait verser cette somme à MCG. Ils proposent que cette somme de 1.638.988 euros puisse être déduite des montants dus par MCG au Département, par exemple au titre de la redevance pour 2023.

### 4. Subventions pour le remplacement des coffres d'amarrage du quai N°2

Conformément à un échange de courriers, en date de juillet 2017, entre le Préfet de Mayotte et le Président du Conseil Départemental, un montant de 89.113,75 euros doit être versé, au bénéfice de MCG, par le Conseil Départemental.

Les Conciliateurs proposent que cette demande soit transmise auprès du Conseil Départemental afin que le paiement soit exécuté par ce dernier.

Aucun autre point n'a fait l'objet d'une proposition de conciliation.

B5  6



La Commission de Conciliation considère sa mission comme accomplie. Les Conciliateurs remercient les Parties pour leur coopération et leur engagement envers le processus de conciliation.

Pour valoir ce que de droit,

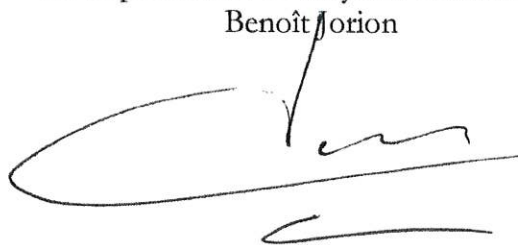
Fait à Mamoudjou

Le 8/03/24

Le Président de la Commission de Conciliation  
Christophe Lemoosy



Le Représentant de Mayotte Chanel Gateway  
Benoît Jorion



Le Représentant du Département de Mayotte  
François L. Meynot

